

[www.club-ville-amenagement.org](http://www.club-ville-amenagement.org)

Club Ville Aménagement

c/o PUCA – Tour Pascal B, 5 place des Degrés - 92055 La Défense cedex 04

club-ville-amenagement@i-carre.net

Tel : 01.40.81.24.56 ou 23.15



## « Une maîtrise d'ouvrage de tolérance sociale à Berlin » par Gilles DUHEM

« 5 à 7 » conçu et animé par Ariella MASBOUNGI, avec la contribution de Jean FREBAULT, président du conseil de développement du Grand Lyon de 2008 à 2014

### Ariella Masboungi : Introduction

Ce que l'on apprend d'UNE maîtrise d'oeuvre de la tolérance sociale à Berlin

« Cette séance du 5 à 7, nous l'avons nommé « UNE maîtrise d'oeuvre de tolérance sociale à Berlin ». Le titre de la séance est proposé par Gilles Duhem, où il souhaite aborder **une** maîtrise d'oeuvre, et non pas **la** maîtrise d'oeuvre. Certaines critiques ont porté sur la particularité de l'expérience de Gilles Duhem, qui ne peut être généralisée à l'ensemble des territoires. Nous cherchons ici seulement à explorer une expérience forte intéressante, où il est tenté de générer la ville incluante. Ce sujet fait également l'objet d'un groupe de recherche au Club Ville Aménagement. Gilles Duhem ne prétend pas proposer une nouvelle interprétation sociologique de la ville incluante, du vivre-ensemble et de l'intégration sociale des communautés, communautés culturelles qui contribuent à la constitution des villes européennes. Ces axes seront traités à partir de l'expérience berlinoise qu'il mène. L'intérêt de cette expérience, la capitalisation et la valorisation de ces acquis, ouvrent une voie d'espoir dans les méthodes d'appréhension de la ville contemporaine. Comme Gilles Duhem l'affirme, il s'agit de partager la « pluralité et les valeurs dans un code commun », ce qui n'est pas encore acquis dans notre actuelle société multiculturelle européenne.

A travers la capitalisation et la valorisation de l'expérience de Gilles Duhem, nous tenterons de saisir la spécificité de ce laboratoire socio-urbain situé dans un quartier d'habitat social, avec ses problématiques. Face à nos « grands ensembles » français, il s'agira d'apporter des éclairages ainsi que des pistes d'action et de réflexion pour l'ensemble des acteurs et opérateurs urbains. Comment favoriser la cohabitation et l'accès de tous aux expérimentations urbaines européennes ?

Gilles Duhem est un personnage hybride. Il est un urbaniste français, été formé notamment par Françoise Choay, qui nous fait l'honneur de participer à ce 5 à 7, à l'Institut Français d'Urbanisme. Aujourd'hui il se définit comme un « entrepreneur social », à la tête d'une ONG, *Morus 14*, qui s'occupe de familles allemandes peu ou mal intégrées dans la sphère sociale. Il agit

notamment du quartier de Neukölln. Il réside depuis vingt ans à Berlin. Sa première expérience d'urbaniste était dans Berlin Est, ce qui enrichit son approche socio-urbaine. Il assume tous les métiers, dont celui malaisé qu'est la recherche de financements. Il a également oeuvré à définir des programmes de développement social pour des quartiers sensibles : combattre l'incivilité et la petite délinquance, rénover les bâtiments et espaces publics, encourager l'apprentissage de l'allemand, réduire le taux d'échec scolaire, agir sur les travers du communautarisme, concevoir et animer des réseaux d'acteurs locaux, assurer la médiation entre l'administration fédérale du Land de Berlin et les acteurs locaux., ..

Au cours de sa présentation, il dépeindra les conditions d'intégration sociale en Allemagne. Certains avantages allemands facilitent ce genre de processus, sans pour autant régler tous les problèmes. A travers l'effet miroir proposé, nous pourrions nourrir des réflexions pour faire avancer des problématiques européennes. Dans un second temps, il exposera les spécificités berlinoises. Puis, il nous fera part de sa méthodologie professionnelle et du fonctionnement de son ONG pour atteindre les objectifs cités précédemment. Si la finalité porte sur la tolérance sociale, il s'agit néanmoins d'une action musclée où la stratégie d'action doit aussi faire preuve d'une grande souplesse. Enfin, il sera proposé des pistes de travail à destination des acteurs et opérateurs de la ville, afin de partager son expérience et d'enrichir le patrimoine de concepts et de méthodes dont nous disposons. Le sujet de la tolérance sociale, nous l'avons élaboré avec Gilles Duhem avant les tragiques événements de janvier 2015. Son acuité s'est renforcée depuis.

Un aménageur, membre du Club Ville Aménagement réagit aux propos de l'intervenant. Ce dispositif a été élaboré par François Ascher, où « la société interpelle les aménageurs ». Pour cette séance, ce sera Jean Frébault. Il a été récemment président du Conseil de Développement du Grand Lyon. Ingénieur des Ponts et Chaussées, il a mené toute sa carrière dans l'urbanisme. Il a dirigé les agences d'urbanisme des agglomérations de Toulouse et de Lyon. Il a également dirigé la direction générale en charge de l'architecture et de l'urbanisme au Ministère de l'Équipement. Il a aussi été directeur de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de L'Isle d'Abeau. Au cours de sa carrière, il a été très impliqué dans les réflexions liées à la ville incluante, à la ville participative, aux déséquilibres socio-économiques et leurs impacts sur le territoire. De même, au sein du Club Ville Aménagement, il pilote un groupe de réflexion sur la ville incluante, auquel est associé Gilles Duhem comme consultant.

Je vous annonce également le prochain 5 à 7, qui aura lieu le 24 novembre à l'auditorium de l'INHA, rue Vivienne. Il portera sur la ville numérique. Comment les nouvelles technologies influenceront sur les modes de vie urbains et sur la forme des territoires ? L'intervenant principal sera Antoine Picon, enseignant à l'université de Harvard. C'est un chercheur atypique qui ose des hypothèses. Il débattrait avec Jean-Luc Charles, directeur général de la SAMOA, intéressé par la ville numérique, notamment suite à l'opération urbaine sur l'Île de Nantes avec son quartier de la création ».

## **Une maîtrise d'œuvre de tolérance sociale à Berlin par Gilles DUHEM**

### **Les avantages de l'Allemagne en matière d'intégration sociale.**

« Merci pour ces mots introductifs qui m'ont bien présenté. Je tâcherai de vous expliquer ce que je nomme « tolérance sociale » à la lumière du projet que je mène à Berlin-Neukölln depuis

une dizaine d'années.

Encourager la tolérance sociale en Europe est un défi au regard des évènements de janvier 2015 à Paris, mais aussi de l'arrivée massive de réfugiés en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique. Quelle est la finalité de la tolérance sociale ? Elle vise à faire cohabiter et coexister, dans le même espace et dans une certaine harmonie, différentes populations qui, historiquement, socialement, culturellement et économiquement n'ont rien en commun. Divers évènements les mettent en contact à grande échelle et les obligent à partager durablement un même espace de vie. J'insiste sur la notion d'obligation de cohabiter. En règle générale, certains groupes de populations subissent l'obligation de partager un même espace de vie plus qu'elles ne le décident volontairement. Au quotidien apparaissent des tensions et frictions très éprouvantes dans les rapports à l'altérité. Cela se traduit par de la ségrégation sociale et spatiale. Il faut sortir d'une conception multiculturaliste de « salon » qui imagine la tolérance beaucoup plus facile et « festive » qu'elle n'est en réalité. Cette vision très décalée par rapport à la réalité tend à rendre la tolérance sociale allant de soi et voulue par tous car « politiquement correcte ». Sans savoir réellement de quoi elle retourne et sans la subir dans la vie quotidienne, on taxe un peu facilement de « racistes » ceux qui sont obligés de la vivre et qui la vivent mal.

La tolérance sociale est un exercice très éprouvant, un bras de fer entre des groupes aux attentes, aux pratiques quotidiennes, aux moeurs, aux us et coutumes très divers, voire antagonistes. Mon propos sera donc d'inciter les acteurs et opérateurs de l'aménagement à contribuer plus activement à encourager la tolérance sociale à travers leur approche professionnelle des espaces urbains. La tolérance sociale n'est pas l'apanage d'un secteur ou d'un acteur. Au contraire, c'est une problématique transversale qui nécessite de sortir des approches sectorielles actuelles.

Je broserai donc un panorama de la situation allemande afin de planter le décor dans lequel se déroule le travail mené par l'association *MORUS 14*. Ce panorama m'apparaît nécessaire car les Français oscillent souvent, quand on parle d'Allemagne, entre une admiration béate et une germanophobie atavique. Peu de Français connaissent les réalités et mécanismes propres à la société allemande.

**A travers quelques éléments, je tenterai de montrer en quoi la tolérance sociale semble s'établir plus facilement en Allemagne qu'en France et quels enseignements nous pouvons en tirer pour le cas français.**

**Premier élément :** En Allemagne existe une plus grande proximité entre le politique et la population tout comme une culture du compromis beaucoup plus forte.

Un petit exemple : nous avons eu le plaisir de recevoir la femme du président de la République dans notre association. Elle est passée presque à l'improviste, sans déploiement de forces de l'ordre, pour se joindre « à la bonne franquette » à un repas d'habitants.

La culture du compromis transcende clivages politiques et classes sociales. La recherche du compromis entre l'Etat, les organisations syndicales et patronales et la société civile est permanente. L'opposition et le bras de fer ne sont pas le mode de dialogue et de négociation qui prévaut. Cette capacité à trouver des compromis contribue à permettre plus facilement l'éclosion de la tolérance sociale car toutes les forces en présence sont obligées de trouver des solutions praticables. Les instances de représentation des groupes sociaux, comme les syndicats, jouent un rôle de modération important. Des syndicats puissants permettent aux négociations sociales de

prendre corps, et d'éviter la grève qui n'est plus qu'un ultime recours et non le premier instrument. Lors des récentes grèves dans les transports ferroviaires, il a surtout été reproché aux syndicats qui les ont menées, le crime de « lèse consensus », pour ne pas savoir trouver, sans grève, une solution négociée. Les questions de fonds étaient finalement secondaires. La culture du compromis allemande, qui vaut pour toutes les questions sociales et sociétales, est certainement un puissant moteur de la tolérance sociale.

**Second élément** : l'histoire de la migration est bien moins conflictuelle en Allemagne qu'en France. Les histoires coloniales sont très différentes, de même que les origines des populations migrantes qui résident en Allemagne ou en France. Je cite quelques chiffres. 14% de la population d'origine étrangère résidant en France vient d'Algérie, 11% du Maroc et 10% d'Afrique Subsaharienne. En Allemagne, 14% de la population étrangère est originaire de Turquie, 8% de l'ex-URSS et 7% de Pologne. L'Allemagne n'a pas été confrontée aux traumatismes des guerres de décolonisation. En France, aborder ces problématiques suscite des vifs débats, comme si la guerre d'Algérie avait pris fin hier ! Il y a un vrai travail à effectuer en France sur l'histoire et la mémoire, voire une psychothérapie collective sur la question de la décolonisation et de la migration avant de pouvoir avancer sur la tolérance sociale.

La manière dont l'Allemagne considère la migration a radicalement changé depuis 2000. Nous sommes passés d'un négationnisme face à une migration purement économique à une tolérance sociale active. Je dis « négationnisme » car, jusqu'au milieu des années 1990, l'Allemagne ne se considérait nullement comme terre d'immigration. Pendant plus de quarante ans, on a pensé que les migrants grecs, italiens, yougoslaves et surtout turcs ne seraient présents que provisoirement en Allemagne. Ceci explique le vocable de *Gastarbeiter* (littéralement « travailleur hôte »). C'est seulement à l'époque du gouvernement de coalition de Verts et de sociaux-démocrates (2000), qu'une commission dirigée par Rita Süßmuth, grande figure de la chrétienne-démocratie (toujours le consensus !) a remis à plat les critères de naturalisation. Pour la première fois, le monde politique a considéré officiellement l'Allemagne comme un pays d'immigration. Depuis, beaucoup de choses ont bougé notamment en ce qui concerne l'intégration plus rapide sur le marché du travail et un statut des réfugiés débroussaillé. C'était une des conditions pour faciliter l'intégration de ces nouvelles populations dans la société allemande et pour éviter les erreurs du passé, notamment celle des réfugiés en situation de permis de séjour précaire pendant des décennies comme c'est encore aujourd'hui le cas pour beaucoup de personnes appartenant aux grands clans palestino-libanais.

**Troisième élément** : le système scolaire allemand, sur lequel beaucoup de fausses informations sont colportées en France. L'école à mi-temps allemande a beaucoup été louée, notamment pour les activités péri-scolaires qu'elle est censée proposer. Cette école à mi-temps vient de l'époque du nazisme. Le parti nazi NSDAP souhaitait diminuer le chômage en incitant les femmes à rester à domicile. Aujourd'hui, la principale critique porte sur les conditions qu'elle présuppose pour conduire les enfants à la réussite: un niveau d'instruction des parents au dessus de la moyenne, un certain niveau de revenu (les activités péri-scolaires n'étant pas gratuites) et surtout de la disponibilité temporelle. Ce sont des conditions que toutes les familles ne peuvent pas remplir et les inégalités s'accroissent. L'étude PISA l'a bien montré. Depuis 10 ans, le système scolaire allemand se réforme à grande vitesse. En essayant d'introduire à tous les niveaux l'école toute la journée, le système scolaire allemand tend à se rapprocher de celui de la France. Néanmoins, le système allemand offre plus de souplesse. Il permet plus de passages entre différents niveaux scolaires et différentes filières d'apprentissage. De plus, l'apprentissage professionnel n'est pas perçu en Allemagne comme une relégation mais comme une opportunité. En France sont conclus environ 420.000 contrats d'apprentissage par an, tandis qu'en Allemagne

on atteint les 1.400.000 contrats. Il existe une sorte « d'union sacrée » entre le système scolaire, les entreprises et les familles en faveur de l'apprentissage. Celui-ci n'empêche nullement de passer ensuite le baccalauréat et de se tourner vers des filières universitaires plus généralistes.

**Quatrième élément :** la tolérance sociale fonctionne mieux lorsque le climat économique est favorable. L'économie allemande se porte plutôt bien avec le chômage le plus bas depuis la chute du mur de Berlin en 1989. Le taux de chômage des jeunes est actuellement de 7% contre 23% en France. De plus, la balance commerciale allemande est excédentaire de 217 Milliards d'euros en 2014. Elle finance grandement la paix sociale. L'Allemagne, ayant appris de l'histoire, refuse catégoriquement deux choses : l'inflation et le chômage de masse. Les politiques publiques penchent plutôt, en période de poussée du chômage, vers la création d'emplois précaires, faiblement rémunérés où l'emploi aidé, que vers un chômage rémunéré sans aucune contrepartie à fournir par l'ayant droit. Toutes les réformes menées par le gouvernement Schröder au début des années 2000 vont dans ce sens. Le travail reste sans doute encore le meilleur moteur de l'inclusion sociale. L'acceptation de l' « Autre » est toujours plus facile quand il a un emploi. Qui travaille fait aussi partie de la « Gemeinschaft », de la communauté nationale, l'Allemagne en est persuadée.

**Cinquième élément :** malgré un important afflux de réfugiés et une mauvaise image générale dans la société allemande, les tensions provoquées par l'islam et les courants radicaux sont moins forts en Allemagne qu'en France. Pourquoi ? Il existe certes des mouvements xénophobes comme « Pegida » (littéralement : les Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident) mais aussi, à l'autre bout de l'échelle, des mouvements souhaitant l'abolition de toutes les frontières européennes. L'Allemagne a accueilli des millions de personnes déplacées d'Europe orientale et centrale après la Seconde Guerre Mondiale. Le miracle économique de l'Allemagne fédérale s'est appuyé sur ces millions de familles, mais qui étaient la plupart d'origine et de culture allemande et germanophones. Le pays n'a pas oublié que ces migrations massives ont fait sa richesse.

Au niveau démographique, l'Allemagne ne peut se passer aujourd'hui de la migration. Le vieillissement de la population et la faible natalité nécessitent l'accueil de populations plus jeunes et étrangères. La Loi Fondamentale de 1949 est très généreuse en matière d'asile politique. La grande responsabilité morale de l'Allemagne après la Shoah est encore dans toutes les têtes et transcende les querelles partisans. En 2015 sont attendus entre 500 et 600.000 réfugiés politiques en Allemagne, principalement venus du Moyen-Orient mais aussi des Balkans.

Malgré le fait qu'il y ait plus de personnes de confession musulmane en Allemagne qu'en France, l'imaginaire collectif en France voit l'Allemagne comme une sorte de « grande Alsace » avec ses maisons traditionnelles et ses montagnes, les correspondants scolaires continuant de s'appeler Gisela et Rolf. Or les jeunes allemands s'appellent aujourd'hui souvent Mourad ou Aicha. Il existe en Allemagne un malaise concernant plus les modes de vie différents liés à la culture musulmane qu'un malaise sur la religion elle-même. Certains y voient une incompatibilité avec les modes de vie allemands. L'avantage de l'Allemagne sur la France est de ne pas être « la fille aînée de l'Eglise ». Depuis Luther, de nombreux compromis religieux y ont été trouvés. Le rapport à l'Islam n'est qu'un compromis supplémentaire à établir et à développer.

La Shoah reste bien entendu très présente dans la mémoire collective. Avoir un génocide motivé religieusement dans son histoire change radicalement les rapports qu'entretient la société avec un nouvel acteur religieux. Un devoir de mémoire au quotidien existe. Il affute la sensibilité face au nouvel acteur religieux qu'est l'islam. Pays du consensus qui vit au rythme des adaptations régionales de la jurisprudence (l'attitude des différents Länder sur le port du foulard par exemple est très hétérogène), la loi 1905 n'existe pas même si Etat et religion sont séparés. Toutes ces questions sont traitées de manière beaucoup plus souple et avec plus de pragmatisme qu'en

France. C'est au niveau régional des Länder que les compromis s'élaborent selon les réalités locales. Au niveau national, l'attitude est claire et réaffirmée régulièrement par le Président de la République ou la Chancelière : l'Islam fait partie intégrante de l'Allemagne contemporaine. Malgré les polémiques, l'Etat allemand ne reviendra pas sur ce point.

**Sixième élément** : l'espace, ses caractéristiques et les outils de son aménagement contribuent à faciliter l'apparition de la tolérance sociale en Allemagne.

Certaines dispositions du Code de l'Urbanisme comme le paragraphe 172 permet aux communes d'essayer de préserver la mixité sociale dans des zones urbaines centrales sujettes à la gentrification. L'encadrement des travaux « somptuaires », de la vente à la découpe, des travaux de réunion de plusieurs appartements de même que l'encadrement des loyers, permettent de ralentir les processus de ségrégation socio-spatiale.

Un autre principe du droit allemand freine considérablement la ségrégation socio-spatiale : le congé pour vente, fréquemment pratiqué en France, n'existe pas. Le régime des baux de logement à durée indéterminée s'apparente un peu au régime de la loi de 1948, les loyers évoluant suivant un barème établi de manière consensuelle par les bailleurs et les représentants des associations de locataires (*Mietspiegel*). Résultat : Il y a moins de *turn-over* des populations résidentes. Cet observatoire des loyers, publié régulièrement sous forme de cartes précises, permet d'établir une base de négociation fiable pour les nouveaux baux et d'observer les variations des loyers selon les régions. Ce système vise à protéger les ménages aux plus faibles revenus pour tenter de ne pas les exclure de zones urbaines centrales et convoitées.

La décentralisation allemande et le fédéralisme sont aussi des éléments qui jouent un grand rôle. L'unité allemande tardive (milieu du 19<sup>ème</sup> siècle) a fédéré des provinces historiquement différentes les unes des autres. Si l'industrie (charbonnages, sidérurgie, constructions mécaniques) a en grande partie servi de « ciment » au processus d'unité allemande dans la seconde partie du 19<sup>ème</sup> siècle, le sentiment fédéraliste demeure très fort et l'Allemagne tend à toujours rechercher des solutions pragmatiques locales qui peuvent fortement diverger selon les Länder. Cette flexibilité encourage sans aucun doute la tolérance sociale.

On évoque trop rarement les destructions de la Seconde Guerre Mondiale comme un facteur qui favorise davantage la tolérance sociale en Allemagne qu'en France. Dans certaines régions, comme la Ruhr, on compte en 1945 jusqu'à 90% de destructions. En France, les villes bombardées se trouvent surtout sur la côte atlantique. Même si Lorient, Brest ou le Havre furent des villes anéanties, la dimension de la destruction n'était pas du tout la même que celle des bombardements en Allemagne où toutes les grandes villes furent détruites à plus de 50%. En France, la construction des grands ensembles s'est faite en périphérie des villes existantes à partir du milieu des années 1950. La faible disponibilité foncière en centre-ville a incité le plus souvent à la construction « sur les champs de betteraves ». En Allemagne, la reconstruction a permis d'édifier un parc de logement social important au cœur des villes. S'il existe également des grands ensembles périphériques, ce n'est pas le modèle unique. L'Allemagne ne cumule donc pas toujours une ségrégation sociale et une ségrégation spatiale, ce qui est le cas le plus courant en France.

Enfin, en matière de tolérance sociale, Il est plus approprié de parler **des Allemagnes** que de l'Allemagne. Car l'Allemagne, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, est composée de trois sous-ensembles. L'Allemagne de l'Ouest ressemble le plus à la France dynamique des métropoles. La tolérance sociale y fonctionne mieux car le chômage y est plus faible et l'économie florissante. L'Allemagne de l'Est ressemble plus (pour faire un parallèle avec la « diagonale du vide » française) à un « rectangle du vide » : désindustrialisation, dépopulation (17 millions en 1990, 15 aujourd'hui), chômage plus élevé que dans le reste du pays, xénophobie latente et

poussées de néo-nazisme qui sont souvent le fait d'une jeune génération moins bien formée, frustrée et sans avenir. Ce n'est pas par hasard si le mouvement « Pegida », d'extrême droite, y est né. Depuis 25 ans, l'Etat a toutefois énormément investi en Allemagne de l'Est. Mais, à l'exception de quelques « poches » de développement comme Dresde, Leipzig et la côte baltique, ce territoire peine à parvenir à un niveau économique égal à celui de l'Ouest du pays.

Enfin **Berlin** sur laquelle je vais m'arrêter plus longuement. Berlin est un paradoxe. Grande ville, neuf fois plus grande que Paris, elle a vécu depuis 1945 sous des systèmes politiques et économiques antagonistes et a encaissé de plein fouet le choc de la réunification depuis 1989. Son tissu économique et industriel s'est beaucoup affaibli et atomisé au cours des vingt-cinq dernières années. Entre 1990 et aujourd'hui, 75% des emplois industriels traditionnels ont disparu à Berlin. Le chômage des jeunes (10% des 15-25 ans contre 2,7% dans le Baden Württemberg) est élevé. Selon un sondage récent, 70% des jeunes berlinois issus de l'immigration ne croient pas à leur possible ascension sociale. Dans les quartiers centraux, paupérisation (familles migrantes peu qualifiées au chômage, actifs précaires du tertiaire, familles monoparentales) et gentrification/spéculation immobilière se combinent pour accélérer la ségrégation socio-spatiale. Ces quelques éléments donnés à titre d'exemple (il y en a bien d'autres) pourraient amener Berlin à devenir la capitale de l'intolérance sociale. Or il n'en est rien, au contraire ! Pourquoi ?

Berlin est une ville pauvre où la richesse existante se voit peu. Le PIB à Paris et dans la petite couronne francilienne est de 54.000€ par habitant. A Berlin, il est de 25.000€. 86% des Berlinoises sont locataires de leur logement. Malgré des hausses de loyer importantes et une forte tension sur le marché ces dernières années, Berlin demeure une ville bon marché. Elle possède de vastes espaces verts de grande qualité accessibles à tous où activités sportives et barbecues se mélangent souvent. L'espace disponible contribue certainement aussi à la tolérance sociale. Les populations migrantes et marginales résident encore majoritairement au coeur de l'agglomération. Ceci s'explique par la partition de la ville entre 1961 et 1989. Pendant plus de quarante ans, les anciens quartiers centraux comme Kreuzberg, Wedding ou même une partie de Schöneberg, sont devenus « périphériques » car accolés au « cul de sac » du mur. A Berlin-Ouest, les migrants, turcs notamment, se sont concentrés dans ces zones « périphériques » d'habitat dégradé du 19<sup>ème</sup> siècle et remplacé peu à peu, au cours des années 1970, par de grandes opérations de logement sociaux brutalistes (voir l'opération Kottbusser Tor). A la chute du Mur et avec la Réunification de la ville et du pays, ces quartiers ont retrouvé, en une nuit, toute leur centralité. Les éléments sur le droit de l'urbanisme et la gestion de l'espace en Allemagne précédemment évoqués expliquent aussi que, à Berlin, ségrégation sociale et ségrégation spatiale ne vont pas (encore) de paire. De plus, élément imprévu, Berlin est devenue la capitale du tourisme de masse en Europe. C'est la seconde destination mondiale après Paris, ce qui était inimaginable il y a 25 ans. L'arrivée de ces touristes a permis la création de nombreux emplois dans la restauration, l'hôtellerie et les loisirs. Le tourisme a remplacé l'industrie dans le domaine des emplois peu ou moyennement qualifiés. En outre, une nouvelle classe moyenne est en train d'émerger autour de tous les métiers de l'informatique et des innombrables *start-up*. Berlin est en train de devenir une sorte de *Silicon Valley* allemande. Elle attire un public jeune, international pour lequel Berlin est, actuellement (mais ce public est très versatile), synonyme de capitale de la fête.

**Après avoir fourni ces quelques éléments en toile de fond, je vais décrire un programme d'action, celui de la ville sociale (die Soziale Stadt), qui depuis 1999 est déployé dans toute l'Allemagne.** J'illustrerai ensuite mon propos par l'action locale que je mène depuis plus de 10 ans au sein de l'association *MORUS 14*.

L'action que je mène à Berlin au sein de l'association *MORUS 14* (du nom de la rue où les locaux se trouvent au 14 de la rue Thomas Moore) est née dans le giron du programme de la *ville sociale*.

A la fin des années 1990, le gouvernement fédéral a compris qu'il fallait agir sur les territoires en déshérence, notamment du fait de la désindustrialisation massive qui les touchait à cette époque. En 1999 est lancé le programme *Ville Sociale*. L'idée nouvelle était non pas de créer une « couche » supplémentaire d'intervention mais de connecter transversalement des outils et instruments traditionnels des politiques urbaines (réhabilitation, rénovation, construction) existants et de les coupler à des volets de politique sociale. On retrouve un peu la démarche IBA des années 1980. La ville sociale est un programme qui mélange, en gros, des dispositions incluses en France dans les programmes de l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) et des opérations de DSQ (Développement Social des Quartiers).

Ce programme fonctionne depuis presque seize ans. 620 quartiers dans 380 villes ont fait partie ou font encore partie du programme de la *Ville Sociale*. L'Etat fédéral y consacre entre 250 et 300 millions d'euros annuellement. Ce programme incite à une communication tous azimuts, à des dialogues non conventionnels au sein des administrations, à la mise en place d'antennes de quartier orchestrant le dialogue entre des acteurs ne collaborant traditionnellement pas ensemble comme les bailleurs, la police, la justice, l'école, les centres de loisirs, le gestionnaire des espaces verts, etc... A travers la fédération de ces différentes énergies, il s'agit de créer une nouvelle synergie d'acteurs afin d'introduire des dynamiques positives dans ces quartiers et d'apprendre à travailler autrement ensemble. Suivant les nécessités locales, les investissements ont été orientés différemment : le bâti, l'action sociale, l'action culturelle et l'éducation.

La *Ville Sociale* est donc un outil très souple pouvant répondre aux besoins spécifiques de ces 620 quartiers. Une antenne de management de quartier a été mise en place dans chacun d'eux pour coordonner les actions des différentes administrations, des habitants et des autres acteurs locaux.

Dans chaque quartier du programme ont été constitués des jurys d'habitants. Ils sont dotés de budgets leur permettant de financer des projets qui leur sont soumis suivant des thématiques définies en concertation avec les acteurs locaux. Cette participation locale cherche à donner plus de pouvoir aux communautés habitantes dans la prise de décisions liées à leur quartier.

Sur le long terme, le programme de *la ville sociale* est une démarche de fond qui a permis le plus souvent de réaliser des programmes de rénovation urbaine. Mais il a surtout prouvé aux habitants que l'Etat ne les abandonnait pas. C'est un point fondamental qui encourage certainement la tolérance sociale. La rénovation, la réhabilitation d'un centre social, d'une église, d'une école, correspondent à des signaux forts.

Ariella Masbounji: « Est-ce que ce programme *Ville Sociale* correspond à ce que nous nommons en France *Politique de la ville* ? »

Gilles Duhem : Le programme de la ville sociale s'en rapproche en effet, même si les outils, notamment réglementaires, sont différents. Il n'existe pas, par exemple, de zones d'exonération fiscales. Il n'existe qu'un seul type de périmètre de quartier du programme de la ville sociale et non un éventail de zones d'intervention possibles. L'approche privilégie la transversalité des problématiques et des acteurs tout en s'appuyant et en favorisant les dynamiques locales habitantes. Entre autre finalité, ce programme cherche à mieux intégrer les populations migrantes



en Allemagne.

Dans le quartier de Rollberg où je travaille, les axes d'intervention privilégiés par les acteurs de manière consensuelle concernent l'éducation et l'instruction. Après une phase de gros investissements réalisés dans la réhabilitation de bâtiments et d'espace public (1999-2002), l'accent est mis depuis 2002-2003 sur l'instruction comme préalable au changement urbain. Pour tous les habitants, enfants comme adultes, cela signifie savoir lire, écrire, compter, penser, s'exprimer.

Ce quartier a été sélectionné pour faire partie du programme *ville sociale* en 1999, c'est à dire à l'origine du programme. Il a été bâti dans les années 1970, enchâssé dans un tissu urbain datant du 19<sup>ème</sup> siècle. Sa superficie est de trente hectares. Il compte 5.300 habitants. L'aménageur-bailleur, STADT UND LAND, (littéralement « ville et campagne ») y gère un parc de 2.800 logements. Pour vous donner une échelle, STADT UND LAND possède et gère à Berlin plus de 40.000 logements dans une ville qui en compte 1,9 millions. Dans les années 1970, la rénovation brutaliste a démoli tous les immeubles du quartier de Rollberg pour construire d'une part des immeubles en forme de méandres, non alignés sur la trame viaire, et, d'autre part, cinq « alvéoles » de grande taille dotées de jardins centraux. Les bâtiments ne sont pas de grande hauteur, les plus hauts comptant six ou sept étages. Le quartier est bien doté en commerces de proximité, en transports en commun et en espaces verts semi-privatifs. L'entretien des espaces collectifs est plutôt bien géré par le bailleur. L'action de l'association *MORUS 14* vise surtout l'éducation et l'instruction. L'important taux de chômage de ce quartier s'explique surtout par le faible niveau de qualification des résidents, qu'ils soient d'origine allemande ou étrangère. Les faibles niveaux d'instruction et de qualification de cette population ne correspondent plus du tout aux exigences d'une économie globalisée où la concurrence d'une main d'oeuvre plus qualifiée (en l'occurrence à Berlin de personnes provenant d'Europe de l'Est et plus récemment à nouveau du Sud de l'Europe) pour des emplois peu ou pas qualifiés est très forte.

### **C'est dans ce contexte qu'est née l'association *MORUS 14*.**

*MORUS 14* est née en 2003 dans le giron du programme *Ville Sociale*, à l'origine pour gérer une maison de quartier quasiment inoccupée. Cette maison a été construite avec le quartier pour offrir une salle polyvalente aux habitants, une sorte de mini salle des fêtes qui leur était réservée. En redynamisant ce lieu, un groupe d'habitants souhaitait revaloriser l'image de son quartier stigmatisé par les médias. La première action a consisté à organiser un repas de quartier hebdomadaire qui existe toujours aujourd'hui.

Cette association a grandi et est devenue une machine à communiquer entre habitants et un véritable « aspirateur » à attirer des bénévoles qualifiés qui s'investissent dans le quartier et pour ses habitants. *MORUS 14* s'appuie sur cet important réseau de bénévoles. Celui-ci permet de travailler quotidiennement avec les jeunes autour de l'aide aux devoirs, de l'apprentissage des conventions sociales, ainsi que de la communication et de l'expression orale comme écrite. Nous fournissons aux jeunes et à leurs familles les clés de compréhension des codes régissant la société allemande, notamment la ponctualité et la fiabilité. Beaucoup de familles sont d'origine étrangère mais notre action touche également des jeunes de familles d'origine allemande en difficulté économique et sociale.

Au cours du temps, *MORUS 14* est devenue une plate-forme d'engagement citoyen qui permet à

ce quartier de disposer d'un lobby. Divers projets voient le jour comme des fêtes de quartier, des parcours urbains, des activités et sorties culturelles, de l'aide scolaire. L'association compte 220 membres, aussi bien résidents du quartier que personnes extérieures. *MORUS 14* emploie entre 5 et 6 personnes à l'aide de contrats aidés et de nombreux stagiaires du monde entier.

Le financement de *MORUS 14* est très fluctuant. C'est son talon d'Achille. L'association ne touche pas de subventions de fonctionnement communales ou du Land de Berlin qui sont de toute manière distribuées avec très grande parcimonie. Être indépendant de dotations publiques de fonctionnement est une gageure mais c'est aussi une force permettant l'indépendance politique. *MORUS 14* va donc à la « pêche » aux fonds auprès de particuliers ou de fondations très diverses, mais aussi de manière plus exotique. Ce fut le cas par exemple d'une récolte de fonds initiée pour l'association par une discothèque homosexuelle du quartier.

Habitants et bénévoles se croisent, font connaissance et collaborent sur différentes activités. Cette dynamique permet d'établir une communication orale intense avec les habitants dans un quartier où la pratique de la lecture et de l'écriture est peu partagée. L'oral est la seule méthode efficace d'une communication continue. Certains événements permettent donc d'introduire de nouveaux interlocuteurs, comme les agents de police, dont certains sont présents régulièrement. Nous sommes satisfaits d'avoir pu réconcilier autour d'une table la population, les travailleurs sociaux et les forces de l'ordre afin d'échanger ensemble des moments conviviaux et de pouvoir ensuite mieux travailler ensemble. Nous avons beaucoup appuyé notre travail sur la présence de la police de proximité, pour renforcer son rôle préventif et pas seulement coercitif ou répressif.

Je vais donner ici quelques exemples d'activités réalisées par *MORUS 14* pour encourager et développer la tolérance sociale et la meilleure connaissance de l'autre.

Le programme annuel de *MORUS 14* inclut la célébration de différentes fêtes religieuses. Une fois par an a lieu un repas de rupture du jeûne musulman au moment du ramadan. Il est organisé pour tous (musulmans ou non) par différents acteurs du monde musulman local, sunnites comme chiites. A l'occasion de l'annuelle « longue nuit des religions », les participants ont célébré ensemble *havdala*, la fête des lumières à la fin du Sabbat. Chaque dimanche de Pâques, nous organisons une chasse aux œufs en chocolat, très prisée de tous les enfants quelle que soit leur religion!

Avec le commissariat local et son association *Velomenal*, nous organisons deux fois par an une randonnée d'une journée en vélo avec des habitants et des jeunes du quartier. Si quelqu'un ne possède pas de vélo, *MORUS 14* en prête une dizaine, récupérés par la police, recyclés et mis à disposition de l'association. En outre, en dehors des activités de *MORUS 14* mais au sein de l'association *Véломéнал*, des agents apprennent à des femmes d'origine turque ou libanaise à faire du vélo. Ces actions par petites touches changent complètement et pour beaucoup de personnes le rapport police/habitants.

La tolérance sociale, c'est aussi la découverte du pays dans lequel on habite. Une fois par an, *MORUS 14* organise un voyage de découverte de quatre jours à la campagne ou à la mer baltique pour des enfants ne partant jamais en vacances.

*MORUS 14* participe aussi avec un stand au tournoi de football organisé par un centre aéré de proximité et le commissariat (on ne soulignera jamais assez son action de proximité, notamment dans le travail de prévention) pour le 1er Mai. Ce tournoi a pour fonction principale de dissuader

les jeunes de participer aux affrontements traditionnels avec les forces de l'ordre qui ont lieu à Berlin ce jour-là. Sur le stand de l'association, les jeunes font des crêpes pour nourrir les footballeurs affamés.

Nous avons aussi eu la chance de rencontrer une jeune musicienne spécialisée dans la création d'orchestres de jeunes. Elle a conçu une méthode leur permettant de jouer très vite de la batterie, du saxophone ou de la guitare électrique sans avoir jamais appris à lire une note de musique. Cette « Big Band Rollberg » a même pu jouer devant la Chancelière, Angela Merkel, lors de sa visite à Neukölln. C'est un moment qui valorise énormément les enfants ainsi que leur travail.

La tolérance sociale, c'est aussi promouvoir l'intégration du handicap dans la vie collective au quotidien. Nous avons un salarié sourd et muet d'origine égyptienne. Il nous aide pour différentes tâches d'organisation, joue aux échecs avec les enfants et leur enseigne des rudiments du langage des signes. L'association diversifie volontairement le profil des bénévoles et des salariés afin de rendre évidente l'altérité et donc de renforcer la tolérance sociale.

Pour communiquer, nous nous appuyons sur un petit journal qui paraît quatre fois par an, distribuons des flyer dans les boîtes aux lettres. Mais le papier n'est pas suffisant. Une personne de notre équipe est uniquement chargée de la communication téléphonique avec les jeunes et les familles avec lesquelles nous travaillons. Sans cesse, elle les appelle pour leur rappeler les rendez-vous, les manifestations etc. C'est un travail énorme, fastidieux mais indispensable.

Le réseau d'aide scolaire est au cœur de cette dynamique. Il serait très présomptueux d'affirmer que nous avons « inventé » un concept. En réalité, nous avons juste ancré un projet social dans un territoire clairement délimité. Notre réseau de bénévoles a un impact positif indéniable sur le quartier. Le travail auprès d'enfants et de jeunes du Rollberg renforce l'ancrage territorial de notre action sociale. Le service d'aide aux devoirs, les actions culturelles et sociales sont concentrés sur le quartier et accessibles uniquement aux jeunes du quartier. Nous avons la chance que, pour une somme modique, d'autres acteurs mettent à notre disposition des locaux dans lesquels les groupes de l'aide scolaire peuvent travailler. La clé du succès est que *MORUS 14* répond aux attentes des familles et des jeunes. Pour ce genre de projet, la grande difficulté consiste habituellement à arriver à inclure les familles, migrantes ou marginalisées et d'origine allemande, dans le processus de travail et à les atteindre. La démarche volontairement « villageoise » de *MORUS 14* correspond à ce que les habitants connaissent traditionnellement. Résultat : grâce au bouche à oreille, le meilleur moyen de communication, nous avons toujours une liste d'attente de 30 à 40 jeunes qui veulent travailler avec un bénévole dans le réseau d'aide scolaire.

Quelle est la finalité de toutes ces actions ?

Ce que l'on voit « de l'extérieur » : un projet d'aide aux devoirs porté par de nombreux bénévoles dont le but est « lire, écrire et compter » pour tous. Ce que l'ont fait « en réalité » est tout autre. Nous apprenons aux enfants des notions élémentaires comme le savoir-vivre, la politesse, la rencontre de l'autre, la création et l'entretien du lien social, l'indépendance, l'individualité. Nos bénévoles sont tous très différents : jeunes, vieux, hommes, femmes, allemands, étrangers, homosexuels, cadres, employés, retraités, croyants, athées. Cette diversité des profils permet d'élargir l'horizon culturel concret des jeunes et de susciter des dynamiques d'échange. Nous insistons également sur la confiance et la clarté du travail mené. La confiance qu'ont les parents en notre travail assure la longévité de notre action.

Contrairement à la manière dont travaille et communique l'école en direction des familles, les parents saisissent mieux les attentes de notre association en terme d'engagement personnel et de la formulation du travail quotidien à effectuer par les jeunes. Un des défauts de l'école allemande est de considérer dès le primaire les enfants comme de petits étudiants autonomes. Ce parti n'est pas du tout adapté aux familles n'ayant pas l'instruction nécessaire pour encadrer l'apprentissage scolaire de leurs enfants et ayant en plus des difficultés à structurer le temps. Le projet d'aide scolaire de *MORUS 14* repose sur un « coach » bénévole mis à disposition des enfants. Il leur permet d'apprendre à structurer leur temps, à travailler chaque jour, à ranger leurs cours, à toujours avoir leurs affaires avec eux pour pouvoir travailler efficacement. Au bout d'un certain temps, les enfants sont fiers d'y arriver car ils ont acquis une culture de l'effort, pas toujours enseignée dans le cadre scolaire.

Ce système, très sensible aux « signaux faibles » émis par les enfants, permet également de les protéger contre le prosélytisme religieux et les dérives radicales. Pour les jeunes adolescents, c'est un système où le dialogue reste ouvert, dans lequel ils bénéficient d'un interlocuteur privilégié et bienveillant. Cela permet de parler de thèmes comme la religion, la sexualité ou d'autres sujets tabous que l'on ne peut pas aborder dans les familles. La tolérance sociale va se nourrir principalement de ce dialogue.

Notre projet permet enfin de réfléchir sur l'engagement citoyen en général. Qui s'engage ? Pourquoi ? Sous quelles conditions ?

Il est certain qu'un tel réseau encourage la connaissance réciproque de l'autre, la diffuse et donc promeut la tolérance sociale. Certains bénévoles découvrent des aspects de la « nouvelle société allemande » qui leur étaient totalement inconnus. Contrairement aux idées reçues sur les solidarités interethniques ou linguistiques, on constate qu'il est très difficile de mobiliser pour cette action bénévole des personnes plus instruites et d'origine migrante pour soutenir des jeunes peu instruits et, eux aussi, originaires de la même migration. L'engagement citoyen, nous le constatons très souvent, est essentiellement une valeur occidentale. Les hommes sont également très présents dans notre projet, étudiants, actifs ou retraités. Ils témoignent du fait que l'engagement citoyen n'est pas l'apanage de femmes retraitées.

Un faisceau de facteurs explique en Allemagne la motivation à s'engager massivement de manière citoyenne pour promouvoir la tolérance sociale. Le protestantisme et surtout le piétisme, mouvement religieux à l'origine du philanthropisme allemand ont formé les bases de ce que nous nommons aujourd'hui « engagement citoyen ». Il ne faut pas oublier que sont les frères Fugger, banquiers à Augsburg, qui ont inventé les prémices du logement social à la fin du XVème siècle. Le *community organizing*, qui semble nous arriver des Etats-Unis, puise en fait ses racines dans l'immigration germanique très importante en direction des USA jusque dans les années 1920.

### **Sept enseignements et cinq propositions pour les acteurs de la ville**

Quels enseignements pouvons-nous tirer de cette expérience, et comment les incorporer aux problématiques d'aménagement urbain ? Etre « maître d'oeuvre de tolérance sociale », c'est, pour moi, tirer les enseignements suivants de plus de 10 années de travail, mais c'est aussi essayer d'ébaucher des propositions d'action pour les acteurs de la ville,

**Premier enseignement** : la tolérance sociale n'a rien d'évident. A travers le panorama que

j'ai tracé, on aura bien compris que toutes ces actions reposent sur un travail de fond constant et sur la fourniture d'efforts incroyables de la part de tous : migrants, accueillants, jeunes, plus âgés, hommes et femmes, religieux et athés. Sans efforts et concessions de tous, pas de tolérance sociale.

**Deuxième enseignement** : nous constatons souvent que ce que l'on nomme, à tort, des « difficultés d'intégration », résultent en fait souvent de dissonances dans l'appréhension du temps et de l'espace entre des individus venus de tous les points de la planète et de toutes les cultures d'une part, et les rythmes et l'appréhension de l'espace de la société dans laquelle ils se trouvent catapultés par les phénomènes migratoires d'autre part. A grande échelle, ces derniers provoquent une collision entre les « coordonnées spatio-temporelles » des différentes cultures. Cela génère des pertes d'énergie et des frictions très importantes, souvent au coeur de ces fameuses « difficultés d'intégration ». Le philosophe Jean-Toussaint Desanti, évoque dans son ouvrage *Réflexions sur le temps* (1992), ce rapport différent au temps et à l'espace entre les différentes cultures. Je trouve que ce point fondamental est souvent absent des débats sur la migration et l'intégration. Si les enfants comprennent ces différences, si on les leur enseigne, (et c'est principalement ce que nous faisons à *MORUS 14*), ils seront en mesure de maîtriser le rapport au temps et à l'espace de la société dans laquelle ils grandissent et de le connecter au rapport au temps et à l'espace, différent, de celui de leur cellule familiale. Je travaille avec de nombreuses petites PME/PMI afin de permettre à nos jeunes de trouver plus facilement un stage ou une place d'apprentissage. Leurs exigences ne portent pas tant sur la maîtrise d'un savoir que sur le respect d'une valeur fondamentale dans la société allemande : la ponctualité. L'apprentissage de ce type de chose est, j'en suis convaincu, indispensable à la tolérance sociale entre des groupes de population très hétérogènes qui doivent maîtriser un socle commun de gestion du temps et de l'espace.

**Troisième enseignement** : la tolérance sociale est vivifiée par l'emploi. On supporte toujours beaucoup mieux « l'autre » quand il travaille. Il faut donc lutter avec force contre les deux ennemis du travail peu ou moyennement qualifié, car c'est en première ligne celui qu'il s'agit de défendre. Ses adversaires sont le trafic de drogue et le travail non déclaré. Le trafic de drogue a des conséquences fondamentales sur les mécanismes d'intégration. Il détruit rapidement toute tolérance sociale et rend la vie quotidienne insupportable dans certains quartiers. Tous les acteurs en charge de l'espace et de sa gestion devraient en prendre davantage conscience et se constituer en lobby pour que les politiques européennes de lutte contre le trafic de drogue soient plus harmonisées et surtout plus efficaces, la méthode répressive ayant montré ses limites. Pour de nombreux jeunes peu ou pas qualifiés, le trafic de drogue et l'argent facile qu'il génère disqualifient toute tentative d'entrée dans le monde du travail ou toute velléité de poursuivre une formation. Pour qui l'ose ou est assez inconscient pour le faire, le trafic de drogue est une solution rapide pour gagner très bien sa vie. Il fait beaucoup d'adeptes.

**Quatrième enseignement** : promouvoir la tolérance sociale, c'est s'interroger sur les manières d'arriver à « faire société » avec des cultures au fonctionnement clanique. Ces cultures claniques fonctionnent holistiquement et ne tolèrent que peu de choix individuels. *MORUS 14* confronte les jeunes avec des modes de pensée, des religions, des formes de modes de vie ou de sexualité très différents de ce qu'ils peuvent connaître chez eux afin de leur montrer par l'exemple la palette de choix individuels dont ils disposent dans la société européenne. Lorsque les médias nous interrogent sur notre action, nous répondons souvent que nous souhaitons susciter l'envie des jeunes, et surtout des jeunes originaires de la migration, profondément ancrés dans des

logiques claniques, de sortir de « l'aquarium » centripète des grandes familles dans lequel ils évoluent.

**Cinquième enseignement** : la tolérance sociale réussie, c'est l'apparition d'une culture de la banalisation de l'altérité dans la quotidienneté. Le meilleur exemple que je puisse donner ici est le projet « Shalom Rollberg » que nous avons lancé il y a presque deux ans. Sur le même principe que le réseau de bénévoles de l'aide scolaire, nous enrichissons volontairement notre réseau de bénévoles avec des Berlinoises de confession juive, souvent israéliens mais pas toujours. Berlin attire actuellement une jeune génération de juifs au vouloir d'engagement citoyen fort. Ils vivent un rapport pacifié et décomplexé à l'Allemagne et son histoire. Je nomme cela la relation *post-Shoah* qui est en Allemagne un phénomène relativement nouveau : arriver à construire quelque chose ensemble, sans rien oublier mais sans vivre uniquement dans et avec la douleur du passé. Dans le cadre de « Shalom Rollberg », ils pratiquent l'anglais, les arts plastiques, le sport, la musique ou le design de mode avec des jeunes en grande majorité musulmans et en grande majorité issus de familles palestino-libanaises. Les différents ateliers et groupes de travail mettent en avant la banalité de « l'autre ». Les points communs font oublier les différences. Les différences, notamment religieuses, sont abordées, non pas frontalement, mais un peu « par la bande ». Qui a appris à se connaître, à s'apprécier et à se respecter aura plus naturellement tendance à tolérer l'altérité.

**Sixième enseignement** : la restauration de la confiance entre la police, la justice et la population est un élément indispensable de cohésion et donc par ricochet de tolérance sociale. La tolérance sociale souffre beaucoup si des zones de non droit se développent sur lesquels police et justice ne semblent avoir que peu ou pas de prise. Cet objectif n'est pas aisé à atteindre. Je pense que l'Allemagne y parvient actuellement mieux que la France. Les zones de non droit, comme dans certaines cités de France, sont exceptionnelles. Dans le quartier de Rollberg en tout cas, la restauration de la confiance entre police, autres acteurs locaux et population a fait de grands progrès. Les fonctionnaires de police du commissariat voisin sont très présents par exemple dans les écoles où ils encadrent des activités pour les jeunes du primaire (initiation au code de la route et aux règles à respecter pour rouler en vélo). Ils sont aussi présents dans les différentes activités des centres aérés ou lors de fêtes de quartier (par exemple lors de l'annuel repas de rupture du jeûne pendant le Ramadan organisé par *MORUS 14*) et aussi à travers des animations et une approche ludique de leur métier. La banalisation de ce genre de rapport contribue à briser la glace, à rendre les fonctionnaires de police plus accessibles. On n'hésite moins alors à leur confier des problèmes de conflits de voisinage, de violence conjugale etc... à l'occasion d'un repas d'habitants pris en commun ou en marge d'une fête de quartier.

**Septième enseignement** : la nécessaire clarification des rapports qu'entretiennent le nouvel acteur religieux, l'islam, et le reste de la société. Comme en France, l'islam n'a pas bonne presse outre-Rhin. Derrière l'apparente unité de la communauté musulmane, il n'existe pas un mais *des* islam avec une grande diversité de pratiques religieuses, d'influences, d'origines. Mais pour beaucoup, et des jeunes notamment, l'islam est souvent interprété et appliqué comme une sorte de « mode d'emploi » pour se donner une conduite et une identité dans une société occidentale individualiste complexe et très concurrentielle. Lorsque des adolescents du quartier me parlent de l'islam, j'ai souvent l'impression d'entendre parler d'une sorte de recette permettant de tout régler : les rapports avec la famille, la vie quotidienne, l'altérité, le travail, la sexualité... Les jeunes hommes disent souvent « islam » mais ils veulent dire « politique, dominance masculine, pouvoir, force, autorité, argent ». Les jeunes femmes disent souvent « islam » mais elles veulent en fait dire « protection, financement de mon existence pas les

hommes, protection contre l'agression sexuelle, famille, enfants, ne pas être obligée de se frotter au monde du travail concurrentiel ».

À ceux qui lisent l'allemand, je conseille le livre de Seyran Ates, avocate allemande d'origine turque. Elle a écrit un ouvrage fondamental intitulé *L'Islam a besoin d'une révolution sexuelle* (Der Islam braucht eine sexuelle Revolution). Elle y analyse magistralement comment le débat sur la religion masque et empêche le vrai débat : celui sur l'auto-détermination personnelle, religieuse et sexuelle des individus musulmans. C'est un élément que je garde toujours à l'esprit dans mon travail.

Pour clore cette intervention, je formulerai cinq propositions d'action pour les professionnels de la ville, afin de leur donner les moyens d'être des maîtres d'œuvre actifs de la tolérance sociale.

**Première proposition :** La qualité des lieux de vie quotidiens, l'espace, les équipements publics, l'habitat, la mobilité, sont les éléments concrets et préhensibles faisant clairement sentir aux populations concernées la volonté générale exprimée à leur égard : appartenance et acceptation ou exclusion et rejet. La manière de gérer l'espace par les acteurs qui en ont la charge a une influence fondamentale sur la tolérance sociale. Seule une action concertée, qui transcende les petits égoïsmes d'acteurs et les clivages politiques, permet de lutter contre les pires ennemis de la tolérance sociale dans l'espace public : la dégradation, la malpropreté, les césures urbaines sources de relégation, la petite délinquance, les incivilités ordinaires, le trafic de drogue, les luttes d'influence claniques pour le contrôle d'une cage d'escalier, d'un îlot, d'une rue, d'un quartier. C'est là que le cœur du travail des gestionnaires de la ville et de l'espace doit se dérouler pour promouvoir la tolérance sociale. Je déplore le manque d'action à l'échelle européenne des acteurs de l'aménagement. Je pense que le Club Ville Aménagement, auquel je participe, devrait beaucoup plus porter une réflexion européenne sur la problématique de la ville inclusive qui n'existe encore qu'à l'état embryonnaire. On pourrait mettre en commun des expériences et partager des bonnes pratiques. La présence d'un lobby d'acteurs de l'aménagement infléchirait les politiques européennes et influencerait positivement les pratiques professionnelles dans ce domaine.

**Seconde proposition :** Vouloir la tolérance sociale, c'est se donner en commun -aménageurs, bailleurs, urbanistes, travailleurs sociaux, enseignants etc.- un codex d'encouragement et d'épanouissement de la tolérance sociale. Il s'agit pour les professionnels d'éclairer et de sensibiliser les décideurs politiques. Il faut toujours se souvenir que beaucoup de situations urbaines ou architecturales qui entravent la tolérance sociale ont fait l'objet, à un moment ou à un autre, d'un permis de construire et relèvent donc d'une décision politique.

**Troisième proposition :** mettre l'école, l'instruction et l'éducation au cœur du dispositif d'encouragement de la tolérance sociale me semble être essentiel. Avec l'espace public, l'école demeure le seul lieu de contact obligatoire, bien mal en point, entre les différents groupes composant nos sociétés occidentales actuelles.

Les instances traditionnelles de socialisation que sont l'armée, la grande industrie, les syndicats, les religions (sauf l'islam, ce qui le rend attractif pour de nombreux jeunes en quête de sociabilité) ont moins d'influence que par le passé sur la construction identitaire, l'appartenance communautaire et sur l'apprentissage des codes du « vivre ensemble ». Le nouvel ascenseur social n'est plus l'usine mais le savoir. Beaucoup plus qu'aujourd'hui, l'école doit se s'établir comme le premier lieu de la tolérance sociale. Tous les acteurs devraient s'employer à l'y aider.

**Quatrième proposition :** vouloir la tolérance sociale, c'est permettre le plus de contacts possibles entre des populations de plus en plus hétérogènes. Le parc de logements sociaux joue dans ce domaine un rôle de levier primordial. Le dispositif de gouvernance dans l'attribution des logements sociaux est certainement l'un des pivots centraux de la promotion et de la diffusion de la tolérance sociale. Pour trouver un bon équilibre et éviter qu'une cage d'escalier ou même tout un quartier ne se trouve dominé par un même clan (ce qui est arrivé dans le quartier de Rollberg dans les années 1990), il me semble nécessaire que les bailleurs publics travaillent avec des généalogistes et des ethnologues. Ceux-ci comprennent et connaissent les « logiques tribales » de certaines populations migrantes et peuvent aider à élaborer des stratégies de repartition résidentielle moins conflictuelles, pouvant mieux faire fonctionner la mixité et donc la tolérance sociale entre des groupes de population très différents. En dernier ressort, il me semble absolument indispensable que le bailleur ait le dernier mot sur l'attribution des logements sans être accusé, souvent à tort et à travers, de « discrimination ». Cet exercice d'équilibriste est très difficile et demande beaucoup de modestie, afin de poursuivre des réflexions à géométrie variable, d'avoir une bonne connaissance des mécanismes locaux. Il n'y a pas de recette, mais des champs d'expérimentation où l'action est adaptable et réversible. Mettre en commun diverses compétences, construire une réflexion commune avec des objectifs de travail partagés et faire croître la confiance mutuelle afin d'oeuvrer à une meilleure intégration des nouveaux migrants dans la société européenne, seraient des avancées significatives au vu des actuels dysfonctionnements.

La proximité des acteurs, les zones de contact et d'échanges, sont autant d'éléments nécessaires pour élargir les horizons et éviter le renforcement des logiques communautaires. Autrement, le sentiment d'abandon de nombreuses populations, autochtones notamment mais aussi plus « anciennement » migrantes, ne fera que croître et renforcera les mécanismes de radicalisation religieuse et politique. Et la violence.

**Cinquième proposition :** la tolérance sociale ne se fera pas gratuitement et surtout pas sans efforts de tous. Elle nécessite des mises en réseaux transversales et une mutualisation des moyens. L'expérience de Rollberg est un « tube à essai » pour ce type de démarche. Nous ne révolutionnons pas le monde. Mais les méthodes mises en place sont reproductibles sur d'autres territoires. Un embryon de méthodologie est élaboré, c'est donc notre rôle en tant qu'acteurs de la ville de le faire grandir. »

## **Ariella Masboungi**

« Merci Gilles. Es-tu en mesure d'évaluer les résultats de ton action ? Quels sont les impacts sur la réussite scolaire des jeunes ? Combien accèdent à un emploi ? A t-on une meilleure intégration sociale des populations d'origines étrangères de deuxième voire troisième génération ? Votre travail contribue-t-il à renforcer la perception de la citoyenneté allemande ? »

## **Gilles Duhem**

« Cette action est difficilement évaluable quantitativement. Mais qualitativement, les effets sont facilement mesurables. Il faut d'abord envisager ces enfants et ces jeunes comme les consommateurs de notre petit « supermarché de l'instruction ». S'il ne présentait pas de conditions attractives pour eux, les jeunes ne viendraient pas. Il faut leur donner envie de recourir au soutien scolaire. La forte sollicitation des jeunes semble attester de la nécessité et de l'envie de



recourir à ces services. *MORUS 14* est également connue pour l'importance de son réseau d'insertion professionnelle. Beaucoup ont compris le marche-pied que peut être pour eux l'association. Une anecdote permettant de quantifier notre action : lors d'un examen correspondant en gros au brevet, il est demandé aux collégiens de réaliser un court exposé, afin de témoigner de leur capacité de réflexion, de recherche et d'expression. Depuis trois ans, les bénévoles accompagnent les collégiens avec un dévouement énorme dans la préparation de cet examen. Un bénévole, mathématicien de profession, s'est même transformé pour quelques semaines en « expert » de l'histoire ottomane et turque au moment de la première guerre mondiale. La note reçue à l'exposé par les enfants encadrés est meilleure, définitivement. Ponctuellement donc, ces avancées sont visibles. De nombreux jeunes apprennent avec nous ce que veut dire communiquer, pourquoi il n'est pas bon de changer constamment de numéro de téléphone mobile si l'on veut être joignable. Apprendre à communiquer mais aussi apprendre les bases du savoir-vivre en société sont autant d'avancées significatives pour les jeunes que nous encadrons »

## **Jean Frébault**

### **Ce que Morus 14 enseigne à l'expérience française par Jean Frébault, conseil de développement du Grand Lyon**

« Mon parcours personnel me rend très sensible à l'expérience berlinoise évoquée par Gilles Duhem. Malgré les différences entre la France et l'Allemagne, il y a des défis de même nature que nous devons relever. Les attentats de Janvier 2015 et les réactions qu'ils ont suscitées partout en France, notamment dans les « quartiers populaires » ont été révélateurs de fractures sociales et territoriales qui existaient et se développaient bien avant. J'évoquerai à ce sujet l'exemple de la Duchère à Lyon, étant impliqué dans le dispositif de participation citoyenne mis en œuvre dans ce quartier.

En partant du panorama dressé par Gilles, il s'agit de voir comment les aménageurs peuvent contribuer (avec d'autres) à relever ces défis, à faire un pas résolu dans cette direction. Au sein du Club Ville Aménagement, nous avons un groupe de travail sur la ville incluante, que nous co-pilotons avec Jean Badaroux, Jean-Luc Poidevin et Nicolas Binet.

Nous avons retenu une acception de la ville incluante qui est voisine de celle de la tolérance sociale : « faire la ville avec et pour les différentes catégories sociales, où toutes les composantes de la société trouvent leur place, sans oublier les plus fragiles économiquement et les plus exclus ; faire une ville ne se limitant pas seulement à la juxtaposition de groupes hétérogènes et antagonistes, mais qui crée du lien, qui suscite des initiatives, qui fédère les populations où elles sont accueillies avec bienveillance ». Ce n'est pas la mission classique des aménageurs, cela va au delà du discours dominant sur la mixité, où le minimalisme et la vision « arithmétique » l'ont emporté.

Je réagirai donc sur trois points.

Parlons d'abord des fractures, de la difficulté du vivre ensemble. Gilles Duhem nous a invités à faire un focus sur les populations issues de l'immigration. A la Duchère, suite aux événements de Janvier 2015, les responsables de la MJC ont engagé une démarche d'écoute de ces jeunes. Beaucoup aiment y fréquenter les salles de sport. Je précise tout d'abord le contexte : la Duchère est un quartier où la mixité sociale a apparemment beaucoup progressé. Nous sommes passés de 75% à 55% de logements sociaux. Environ 1.700 logements ont été démolis. Les oppositions ont été fortes au départ, mais le climat est plus apaisé maintenant, du fait notamment de la qualité

reconnue du projet urbain. Mais mixité sociale veut-il dire que les gens se mélangent, vivent tous ensemble ? Parmi les propos exprimés lors des prise de parole collective des jeunes, « Je ne suis pas Charlie » revenait souvent. La mixité est vécue par beaucoup d'entre eux comme segmentée, peu d'espaces de rencontre sont offerts au quotidien. Il existe aussi un clivage générationnel. Les parents étaient dans une logique d'intégration tandis que les nouvelles générations sont dans la recherche et la construction d'une autre identité, qui les différencie. Sans compter les difficultés économiques et sociales qui nourrissent la défiance vis à vis des Institutions et des médias officiels. Internet et les réseaux sociaux sont par contre très investis et propres aux modes de vie des nouvelles générations. Ils condamnent les attentats, mais « Je ne suis pas Charlie » exprime la frustration de ne pas pouvoir exprimer la blessure que représentent pour eux les caricatures. La liberté d'expression est perçue comme partielle et injuste : Charlie Hebdo peut publier ses caricatures tandis que Dieudonné est censuré. Le rejet des médias traditionnels et le repli sur Internet renforce leur adhésion à la « théorie du complot », qui serait actuellement à l'oeuvre. La République ? Elle ne leur donne pas d'emploi et semble avoir abdiqué devant les lois de l'économie. La Laïcité est perçue comme une stigmatisation de l'Islam. Enfin l'identité religieuse liée à l'Islam semble l'emporter pour certains sur l'identité française, ils ont du mal à dire : « je suis français ».

Le trait peut paraître un peu forcé, mais il faut entendre ces propos. Je regrette qu'après ces tragiques événements, la classe politique ait pas porté un discours ciblé sur la mixité et le peuplement alors que c'est le vivre ensemble qui est en question. La vision réductrice l'a emporté sur une nouvelle acception plus large d'une ville, d'une société incluante. Si la mixité a parfois progressé, des fractures se sont aggravées. Pour beaucoup de raisons, il faut aller dans le sens préconisé par Gilles Duhem.

Ensuite, les exemples berlinois témoignent par contraste de l'atomisation du jeu d'acteurs de la ville en France. En France, avoir un bailleur unique ayant à la fois des prérogatives d'aménagement et de gestion, est une configuration peu répandue. Parmi les concepts amenés, je retiens celui de « *territoire socio-spatial* », ce qui induit une continuité entre l'action sociale et l'action spatiale. En France, les acteurs de ces champs travaillent de façon trop cloisonnée, avec peu de possibilités de dialoguer et coopérer. L'aménageur, une fois sa mission livrée, se retire du processus urbain. Néanmoins, certains aménageurs ont aussi des missions sur la longue durée. Le pluralisme des acteurs ne facilite pas la coordination. Il y a un déficit d'ensembliser dans de nombreuses opérations. Nicolas Binet nous témoignait qu'à Marseille il existe deux GIP, un pour l'action urbaine, un pour l'action sociale, rendant peu aisée la mise en cohérence des politiques. Tandis qu'à la Duchère, il existe une mission transversale dite du « GPV » (« Grand Projet de Ville ») visant à intégrer ces fonctions et à mettre en cohérence les actions de l'aménageur, la SERL, et les actions relevant de l'éducation, du social et de la politique de la ville. Ce dispositif est fortement apprécié par les habitants de la Duchère. Ca reste un cas exceptionnel parmi les opérations urbaines en France. Nous avons des progrès à faire dans l'organisation de la coopération des acteurs.

Enfin, les aménageurs, à travers leur fonction d'ensembliser, doivent se sentir plus concernés par les problématiques liées à la ville incluante. Leur contribution professionnelle pourrait être plus significative. Par exemple, en insistant sur la grande qualité des espaces de la vie quotidienne que sont les espaces publics, les commerces, les services, les transports, tous les éléments contribuant à former du lien dans l'espace. L'accueil d'activités culturelles et économiques est également indispensable. Nous plaçons, au travers du groupe de travail, pour un décalage significatif dans nos cultures professionnelles, en s'ouvrant à d'autres métiers. Il ne s'agit pas de « faire à leur place », mais d'être dans une démarche d'écoute professionnelle et de coproduction.

Sur tous ces enjeux, les démarches participatives devraient être en France plus développées. »

## **Ariella Masboungi**

« Il y a quelques années, j'ai organisé un colloque sur le régénération des grands ensembles. Nous avons beaucoup insisté sur l'action spatiale, à travers des exemples anglais, allemands et espagnols. Dans le cadre des 5 à 7, j'ai fait des séances sur l'action humaine : les favelas paulista, un quartier du Bronx new-yorkais et aujourd'hui sur Berlin. Je remarque que les séances sur l'action humaine attirent moins de public. Il est saisissant de voir comment les acteurs de la ville semblent se désintéresser de ces problématiques ».

## **Débat avec le public**

### **Questions – réponses**

**Jean-Luc Poidevin, directeur délégué Nexity, à propos du management de quartier :**

« A travers la connaissance du contexte allemand, existe t-il des exemples similaires à *Morus 14* ? Et en quoi ce type d'action urbaine contribue t-elle aux politiques allemandes sur la ville ? »

## **Gilles Duhem**

« Le programme *Ville Sociale*, dans les centaines de quartiers qu'il concerne, met en place, pour chaque programme un management de quartier. Notre association est née d'une approche de manager de quartier, mais nous nous en sommes détachés. Le manager de quartier est en fait une plateforme, un acteur, commandité par les communes de l'Etat fédéral, et financé par l'Union Européenne. Sa fonction principale est de mettre en place une dynamique d'acteurs, de forcer une approche transversale des actions menées. Une grande partie du travail vise à identifier les acteurs sur un territoire et de les faire travailler et communiquer ensemble. Les tours de table sont originaux et hétérogènes. Entre 2002 et 2006, j'étais manager de quartier. Je viens souviens de l'arrivée du commissaire de police dans le tour de table, face aux travailleurs sociaux « de rue », où le dialogue semblait déjà compromis. J'ai insisté sur la vocation sociale des ces deux acteurs, payés par la collectivité et représentant l'Etat allemand. Il me semble évident que l'aspect public de ces acteurs les incite à d'avantage collaborer, au lieu de se gêner mutuellement. Il a fallu énormément de temps pour restaurer une confiance entre ces différents acteurs de l'Etat, à travers des petits compromis. Il s'avère que c'est aussi le fait d'individualités au sein de ces groupes, que la transversalité peut être revendiquée dans les méthodes de travail. Le consensus reste un impératif dans le dialogue social».

## **Claudine Bansept, CGET, à propos des acteurs et de leurs engagements dans les projets de ville**

« Ma question s'adresse à Mme Masboungi. Vous vous demandiez si les bénéficiaires de ces programmes changeaient selon les territoires. Je vous demande si les professionnels ont également changé ? Dans l'exposé fait, il y a eu beaucoup de politique et d'éthique, de réflexions et d'engagements.

Cela me renvoie également à ma propre expérience ainsi que celle de nos équipes, dans le portage des projets et la manière de mettre les acteurs en relation. Les propos de Gilles Duhem confirment notre action, qui est encore minoritaire, mais renforcent notre parenté.

Face aux réflexions sur un projet de ville, les classifications entre urbaniste, maître d'oeuvre, maître d'ouvrage, et les manières de s'engager ne sont-elles pas dépassées ? Aussi comment reconfigurer notre profession ? Néanmoins, dans l'actuel contexte français très tendu, il n'est pas simple de transposer certains éléments. Il se pose donc la question de la confiance entre les acteurs et du droit donné aux gens pour les rendre acteurs. Ces problématiques restent encore absentes dans les discours, pratiques et politiques urbaines. »

### Gilles Duhem

« Le programme *Ville Sociale*, dans les centaines de quartiers qu'il concerne, met en place, pour chaque programme un management de quartier. Notre association est née d'une approche de management de quartier, mais nous nous en sommes détachés au cours du temps. Le bureau de management de quartier est en fait une plate-forme, un acteur commandité par les communes et l'Etat fédéral et financé en partie par l'Union Européenne. Sa fonction principale est de mettre en place une dynamique d'acteurs, de renforcer l'approche transversale des actions menées. Une grande partie du travail vise à identifier les acteurs sur un territoire et de les faire travailler et communiquer ensemble. Les tours de table sont originaux et hétérogènes. Entre 2002 et 2006, j'étais *manager* de quartier dans le quartier de Rollberg. Je me souviens de l'arrivée du commissaire de police dans le tour de table, face aux travailleurs sociaux « de rue » qui disaient clairement : « Nous ne travaillons pas avec la police ». Ces deux acteurs sont payés par la collectivité et représentent l'Etat allemand. Il me semble évident et indispensable qu'ils transcendent leurs différences pour collaborer davantage. Il a fallu énormément de temps pour instaurer la confiance entre ces différents acteurs de l'Etat, à travers des petits compromis. Le consensus reste un impératif dans le dialogue entre les acteurs. »

### Jean Frébault

« Je voulais réagir aux propos de Claudine Bansept. Un mot que nous partageons tous ici est le terme *engagement*. Face aux défis de notre actuelle société, nous ne pouvons plus répondre à une commande sans reconsidérer les fondamentaux de notre profession. Nous devons apprendre à renouveler nos réponses **urbaines**. C'est également un engagement citoyen, où des situations de crise nous interpellent et nous poussent à l'action. L'engagement est au cœur de notre pratique, afin d'assurer un travail de fond avec les différents acteurs de la ville. »

### Bruno Gouallou, Cabinet LLC Avocats, à propos des valeurs nationales

« Les actions que vous détaillez sont exclusivement du ressort des villes. Selon la richesse des communes, il est plus ou moins aisé de mener ces actions. En France, il existe beaucoup d'actions similaires à celles de *Morus 14*. Mais une des raisons du succès allemand semble être dans le respect des règles de vie collectives ; ce qui n'existe pas en France. En Allemagne le feu rouge empêche le piéton de traverser, tandis qu'en France, c'est perçu comme une incitation. Les populations migrantes semblent plus facilement accepter les règles de vie communes en Allemagne. En France, l'irritation croissante des populations face aux incivilités quotidiennes va en ce sens. La massification et la concentration spatiale de population en difficultés économiques et sociales, y sont plus impressionnantes. Les acteurs de la vie publique allemande semblent plus équipés à résoudre ces problèmes. Et ce, malgré la faible croissance des emplois et un modèle scolaire en mutation. »

### Gilles Duhem

« Dans de nombreux lieux en Allemagne, la concentration de population en difficultés est parfois similaire à la situation française. L'enjeu n'est pas sur ce sujet. En Allemagne, les règles du jeu sont beaucoup plus claires. Les différences dans l'histoire de l'immigration sont importantes, ce qui change les rapports entre les populations autochtones et migrantes. Les rapports sont moins vindicatifs et la récrimination est moindre, de part et d'autre. Ce climat facilite le dialogue. Tout n'est pas rose et sans heurts. Néanmoins, l'Allemagne a fait le choix du travail, même peu rémunéré, comme un des moteurs fondamentaux de l'intégration sociale. De plus, le prestige de l'industrie allemande attire de nombreux jeunes d'origine migrante vers des formations qualifiantes et porteuses d'avenir. Quant à la concentration, certaines villes allemandes accueillent beaucoup de populations immigrées. Beaucoup deviennent allemandes à la génération suivante car le droit du sol a remplacé le droit du sang depuis les années 2000.»

#### **Emmanuel Moulin, Directeur d'Urbact, à propos de la reproductibilité de ce modèle**

« Je suis directeur d'un réseau de villes européennes, échangeant des bonnes pratiques et mettant en lien les acteurs de la ville participative, afin de construire les politiques publiques et les mettre en œuvre. À travers la mise en relief des spécificités allemandes et malgré le maintien des spécificités territoriales, de nombreux pays européens rencontrent cette même situation. Il faudra intégrer un million de personnes par an pour pallier la démographie décroissante. De nombreux territoires vont être confrontés à cette problématique de l'intégration et la tolérance sociale. Outre l'aspect quantitatif, la mixité est une réflexion permanente et de fond. Il faut aller dans la profondeur des rapports sociaux pour comprendre l'essence de la mixité. Je m'interroge alors que le cas particulier qu'est *Morus 14*. Dans quelles mesures ton expérience est duplicable ? Comment, à travers des programmes d'action de formation, travailler finement et à grande échelle ? »

#### **Gilles Duhem**

« Tout est duplicable ! Ce n'est qu'une question d'argent. J'ai reçu de nombreux élus dans les locaux de mon association, afin d'étudier la manière de diffuser les bonnes pratiques que nous représentons. Tous étaient emballés par les actions que nous menons. Mais, lorsque j'ai détaillé les coûts annuels nécessaires, entre 150.000 et 200.000 €, l'ambiance n'était plus la même. Les acteurs comme MORUS 14 ont besoin de stabilité financière pour pouvoir fonctionner dans la durée et influencer la vie d'un quartier. Le taux de retour sur investissement étant long et pas toujours quantifiable, il est très difficile de faire s'engager les élus sur ce genre de projet. Il existe de nombreux territoires, en France comme en Allemagne, où un projet comme *MORUS 14* serait possible et duplicable. Le modèle a été pensé pour être reproductible. Mais la sectorisation des programmes de subventions publiques ne le permet pas ou très mal. La précarité économique est générale dans ces métiers associatifs. Les financements n'étant pas stabilisables, le portage de structures locales dans la durée est un travail de Sisyphe ».

#### **Jean-Pierre Charbonneau, urbaniste, à propos des organisations et de la légitimité des actions**

« J'ai travaillé aux Minguettes à Vénissieux. Des nombreux changements sont à noter, mais plus ou moins positivement. L'exemple de la Duchère témoigne de la reconnexion entre le social et l'urbain. Cela renvoie également à des dimensions politiques et d'organisation. Connecter différentes approches relève d'une organisation particulière. Il y a également la question du temps et de la légitimité de l'action. A Saint-Denis, j'ai également travaillé avec des directeurs d'associations, qui avaient une approche fine de l'action urbaine. A Montreuil, nous travaillons sur

une autre manière de concevoir les espaces publics. Cette approche fine de l'urbanisme est nécessaire face aux actuels défis et nécessite des équipes et des budgets. Il faudrait enfin que la politique de la ville soit moins sélective dans le choix des territoires, mais puisse créer des effets de débordements avec d'autres quartiers. L'enjeu est plus difficile aujourd'hui qu'il ne l'était il y a dix ans. »

### **Gilles Duhem**

« Vous me renvoyez à un élément fondamental. La participation des habitants est un terme désormais galvaudé, où les habitants « professionnels » sont les plus présents dans ces dispositifs. Il est beaucoup plus difficile de faire participer les populations migrantes. Le contact se fait à travers une action ciblant les enfants et les jeunes. Les adultes se sentent alors concernés et les familles s'impliquent plus dans les différents dispositifs et activités de quartier et de participation. Je me suis également heurté à l'institution scolaire, dans son fonctionnement basique. Sans concierge payé pour être présent un nombre d'heures suffisant, il est impossible de disposer de lieux au sein des écoles. Cela limite les débordements possibles entre activités scolaires et extra-scolaires. Ces « petits grains de sable » nous empêchent souvent de créer une dynamique avec l'école au cœur du quartier».

### **Cécile Ernst, ENSP, à propos des valeurs et des engagements**

« Je suis issue du monde de l'enseignement supérieur et secondaire, ainsi que chercheuse. Pour avoir travaillé sept ans dans une zone d'éducation prioritaire, je suis arrivée aux mêmes conclusions que Gilles Duhem. J'ai vite été confrontée à la problématique du vivre-ensemble avec vingt-cinq nationalités dans une même école. Sur quelles valeurs fondez-vous les engagements et les enseignements que vous souhaitez transmettre ? Dans un environnement multiculturel, quelles sont les valeurs que l'on impose et celles que l'on négocie ? C'est une méthode de travail particulière afin de bien faire passer les messages. C'est aussi intimement lié aux questions démocratiques. L'engagement est un reflet de la citoyenneté dans l'espace».

### **Gilles Duhem**

« Vous avez raison d'aborder la question des valeurs. Elle suscite toujours un grand débat. Nous souhaitons développer grâce à *MORUS 14* une culture du respect mutuel, aussi bien pour les enfants qu'envers les bénévoles de l'association qui font souvent preuve d'une énorme capacité d'adaptation et de beaucoup, beaucoup de tolérance et de patience ! Avec des éléments de politesse et de savoir-vivre fondamentaux, (et notamment la ponctualité, une source permanente de conflits) les jeunes témoignent du respect qu'ils portent au travail des bénévoles. Ce sont des choses sur lesquelles je ne négocie pas. Cela permet de leur enseigner les différentes attitudes à adopter lors de leur apprentissage et, plus tard, dans le monde du travail. Nous ne sommes pas dans une situation de classe comme à l'école. J'ai surtout à faire à des jeunes en situation de « singletons ». Le rapport au groupe est très différent. La gestion des groupes, lors de longues excursions, est assez fatigante. Mais il est possible à partir de ces valeurs de respect mutuel. Des conditions sont fixées et sont à respecter pour participer aux activités. Même si elles semblent drastiques, la participation ne faiblit pas. Si les objectifs sont partagés par tous, ces règles sont plus facilement intégrables par les jeunes. »

### **Ariella Masbounji**

« Je voulais également apporter un témoignage d'une expérience britannique, où les

aménageurs ont des responsabilités en matière de formation et d'emplois. Sur plusieurs quartiers comme à Liverpool ou à Manchester, les aménageurs ont le devoir d'assurer la formation de la population locale et l'accès à l'emploi dans leurs opérations. Plus que le contenu professionnel, ils se focalisent sur les règles de vie en collectivité, la tenue et le respect des engagements pris. »

**Hervé Mauclair, ABF , DRAC STAP 75, à propos de l'intolérance et ses raisons**

« Je travaille sur des départements limitrophes de Paris, où ces problèmes sont présents. J'ai un regard très différent, car je suis né au Maroc. J'ai passé ma jeunesse avec des gens d'autres origines et religions, notamment à l'école. Malgré nos différences économiques, sociales et culturelles, il existait du lien rendant les rapports moins conflictuels. Les problèmes actuels sont-ils plutôt des problèmes de société, de consumérisme, ou de changement du monde que des problèmes d'urbanisme ? »

**Gilles Duhem**

« Ce n'est pas un problème d'urbanisme, mais un défaut de « savoir-vivre ensemble » dans ces lieux qui, en outre, ne sont pas forcément propices à la tolérance sociale entre des populations hétérogènes. L'enjeu est de tisser et de créer un terreau commun indépendamment des conditions urbaines et architecturales existantes. Cela n'a rien de naturel. Le naïf *Multikulti* allemand des années 1980-1990 a vite montré ses limites sociales et urbaines. Un *modus vivendi* est nécessaire, non pour les gens s'aiment, mais tout au moins qu'ils se supportent et se tolèrent mieux dans le même espace. La mondialisation et les actuels phénomènes migratoires auxquels nous sommes confrontés sont irréversibles. Il faut donc inventer de nouvelles manières d'accueillir les populations migrantes et de les inclure dans nos sociétés européennes. C'est du ressort de tous les corps de métier que d'inventer ces nouvelles manières de vivre ensemble ».

**Sarah Mwadia-Mvita, urbaniste, à propos de l'expertise et des nouveaux usagers**

« Je voulais revenir sur la qualité des lieux quotidiens, aussi bien dans le design, la conception et la finalité. Je pense aux exemples parisiens, où les espaces publics sont aménagés de façon préventive. A force d'éviter des populations, on réduit les possibilités de contact entre les gens. Votre action, si elle produit de la friction, elle témoigne de la rencontre et crée des choses par la suite. A Berlin, de quels discours usez-vous auprès des aménageurs ou de la municipalité, pour créer des lieux ouverts, sans être limité par la peur de certains groupes, comme les jeunes ? »

**Gilles Duhem**

« Je n'interviens pas dans la politique berlinoise de la Ville sur ce genre de questions. Mais je rappelle que le Land de Berlin représente neuf fois Paris en superficie, et est trois fois moins dense en population que la région parisienne. Il y a donc une grande disponibilité spatiale permettant des expérimentations et des appropriations par les habitants. Je pense notamment à l'ancien terrain de l'aéroport de Tempelhof, grand comme le rocher de Monaco. Un référendum populaire a interdit au Sénat de Berlin de bâtir à ses franges. A Berlin, l'espace est moins confisqué et moins sujet à des conflits d'usages du fait de son hyper-utilisation. Lorsque j'amène des Berlinoises à Paris, ils sont toujours surpris du nombre de personnes dans les parcs. Nous ne sommes pas dans les mêmes échelles d'usage, ni de densité. Dans des zones où l'espace public est un bien rare, la concurrence pour cet espace est accrue. *A contrario*, à Berlin, il est possible aux familles de faire un barbecue devant le palais présidentiel dans le Tiergarten. Cet autre rapport à l'espace est permis

par la taille de la ville ainsi que par une autre tradition allemande du rapport à l'espace et aux espaces verts.»

**Ariella Masboungi**

Le prochain 5 à 7 aura lieu le 24 novembre 2015 à l'INHA – Auditorium Colbert (rue Vivienne) autour de Antoine Picon et de la ville numérique (impact, forme, perception et vie de la ville). Je remercie Gilles et Jean pour leurs propos ainsi que le public pour avoir contribué à ce débat.